

# ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse



## Informations du Guatemala

4<sup>e</sup> année/ N° 178

Du 4 au 10 juillet 1986

### POLITIQUE

Accords de coopération entre le Mexique et le Guatemala  
Le gouvernement refuse de dialoguer avec l'insurrection  
Les craintes des réfugiés sont justifiées  
Le gouvernement n'a pas en mains les rênes du pouvoir  
Le Président du Congrès contre la dérogation

### INSURRECTION

Attaques et embuscades dans le nord-ouest  
L'ORPA attaque un détachement militaire  
Echec de l'offensive de l'armée

### DROITS DE L'HOMME

Massacre de dix personnes  
Un chef d'entreprise contraint de quitter le pays  
Les membres du GAM menacés de mort.

40P 12315

## POLITIQUE

### ACCORDS DE COOPERATION ENTRE LE MEXIQUE ET LE GUATEMALA

Le 4 juillet, les Présidents du Guatemala et du Mexique, respectivement, Vinicio Cerezo et Miguel de la Madrid, signaient six accords de coopération bilatérale à caractère financier, agricole sans oublier l'éducation. Ces accords clôturent ainsi la visite du mandataire guatémaltèque au Mexique.

Les conventions comprennent l'approvisionnement en matériel scolaire, une ligne de crédit réciproque de 10 millions de dollars pour les exportations, un appui en matière de plans socio-économiques, de santé et distribution des marchandises.

Le Président Cerezo a proposé de créer les conditions qui encourageraient le retour des réfugiés tout en respectant la volonté individuelle et en appliquant les garanties socio-économiques et de sécurité. Conditions qui, selon des sources émanant de l'Eglise Catholique, n'ont pas suscité, dans le chef du gouvernement démocrate-chrétien, de véritable intérêt quant à leur mise en oeuvre.

### LE GOUVERNEMENT REFUSE DE DIALOGUER AVEC L'INSURRECTION

Le 7 juillet, le Ministre des Relations Extérieures, Mario Quiñonez déclarait à la presse que le gouvernement démocrate-chrétien avait écarté la possibilité de dialoguer directement avec l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque, l'URNG. Le diplomate épaulait la position adoptée par le Président Vinicio Cerezo, qui au cours de son voyage officiel au Mexique avait écarté toute possibilité de dialogue avec l'URNG. Quiñonez a souligné que la protection qui sera étendue à tous les guatémaltèques qui souhaitent rentrer au pays sera semblable à celle dont jouissent les autres citoyens. Il a cependant ajouté qu'ils courraient les mêmes risques que tout guatémaltèque qui sort de chez lui. Il a indiqué: " il se peut qu'ils soient l'objet d'une agression au coin d'une rue".

### LES CRAINTES DES REFUGIES SONT JUSTIFIEES

Le 4 juillet, un éditorial du journal mexicain "La Jornada" indiquait que la réticence dont font montre les réfugiés guatémaltèques envers leur retour dans leurs pays était pleinement justifiée étant donné l'absence de garanties gouvernementales en égard à leur sécurité politique, économique et sociale.

Pour sa part, le Ministre des Relations Extérieures guatémaltèque, Mario Quiñonez reconnaissait, le 7 juillet que la majorité des réfugiés guatémaltèques au Mexique n'avait aucune envie de retourner au pays.

### LE GOUVERNEMENT N'A PAS EN MAINS LES RENES DU POUVOIR

Le revue américaine "The New Republic", dans son édition du 30 juin soulignait le fait qu'il existe au Guatemala un réseau armé parallèle au gouvernement et qui tenait entre ses mains les rênes du pouvoir. Dans un article intitulé "La Bureaucratie de la Mort", les auteurs Jean Marie Simon et Alan Nair -collaborateurs de l'organisation humanitaire America's Watch- font reposer leurs dires sur les affirmations de dirigeants politiques guatémaltèques connus et celles de l'Archevêque métropolitain, Monseigneur Próspero Penados.

## LE PRESIDENT DU CONGRES CONTRE LA DEROGATION

Le 3 juillet, le Président du Congrès de la République, Alfonso Cabrera, soulignait que la dérogation au décret d'auto-amnistie, grâce auquel les militaires guatémaltèques se voient lavés de la responsabilité des actes répressifs "ne produira pas les effets escomptés par certains secteurs". Le Parlementaire alléguait que la loi au Guatemala n'a pas d'effets retroactif et, dès lors, la dérogation souhaitée ne pourrait avoir les effets escomptés.

## INSURRECTION

### ATTAQUES ET EMBUSCADES DANS LE NORD-OUEST

Selon un communiqué diffusé le 4 juillet, deux embuscades contre des transports de troupes et deux attaques contre des colonnes de l'armée gouvernementale ont été organisées, entre le 21 et le 25 juin, dans le département de El Quiché, au Nord-ouest, par des unités de l'Armée des Guérilleros des Pauvres. Le nombre de pertes est resté indéterminé. Les embuscades se sont produites sur la route qui traverse la Franja Transversal del Norte, et les attaques ont eu lieu dans la région de Ixcán.

### L'ORPA ATTAQUE UN DETACHEMENT MILITAIRE

Selon un communiqué diffusé le 4 juillet, sept affrontements, occasionnant 21 pertes pour les forces gouvernementales, une attaque contre un détachement militaire dans la municipalité de San Pablo et l'occupation de deux plantations de café, entre le 26 et le 29 juin, ont été orchestrés par l'Organisation du Peuple en Armes, l'ORPA.

L'ORPA précise que toutes les actions se sont effectuées dans les environs du volcan Tajumulco, dans le département occidental de San Marcos.

### ECHEC DE L'OFFENSIVE DE L'ARMEE

Un communiqué de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- rendu public le 8 juillet, stipule qu'en dépit de l'offensive déclenchée par l'Armée contre les forces insurrectionnelles, le 9 juin dernier, des unités de guérilleros continuent à occuper des positions clés dans la zone du volcan Tajumulco, dans le département de San Marcos.

Selon cette même information, entre le 1 et le 4 juillet, des forces de l'ORPA ont effectué trois attaques contre des colonnes gouvernementales au sein desquelles elles ont occasionné un nombre indéterminé de pertes. Elles ont, en outre occupé la bourgade de Esquipulas-Chibuc, dans le même département.

## DROITS DE L'HOMME

### MASSACRE DE DIX PERSONNES

La presse locale du 3 juillet indiquait que dix personnes, dont 4 enfants, avaient été assassinés, par balles, par des hommes qui ont utilisé des armes dont le calibre correspond au calibre officiel, dans deux demeures contiguës du villages "Llano Grande", dans la municipalité de San José Acatempa, située dans le département oriental de Jutiapa.

#### UN CHEF D'ENTREPRISE CONTRAINT DE QUITTER LE PAYS

L'industriel Sócrate Safie Pérez, séquestré par des policiers, le 9 juin dernier dans la ville de Guatemala, a été libéré, le 4 juillet sous la menace de quitter le pays dans un délai de 72 heures.

Le chef d'entreprise, d'origine cubaine et costa-ricienne, a indiqué qu'il avait été gardé dans une unité militaire, les mains liées derrière le dos et une cagoule sur la tête et, que ses ravisseurs l'avaient accusé de travailler pour le compte des services secrets de Moscou, de Managua ou de la Havane.

#### LES MEMBRES DU GAM MENACES DE MORT

Le 4 juillet, la Présidente de l'organisation humanitaire -GAM-, Nineth Montenegro de García, dénonçait le fait que des membres du Groupe d'Appui Mutuel, composé des proches des personnes disparues, avaient reçu des menaces de mort, après s'être présenté devant les tribunaux pour témoigner.

La dirigeante a souligné que les témoins s'étaient présentés devant l'Organe Judiciaire afin de présenter des preuves contre différents membres des forces de sécurité.